



# Conjonctures

Conjonctures est une publication consacrée aux aspects de l'actualité économique intéressant RBC Groupe Financier et ses clients.

## Le Canada a besoin de plus de petites entreprises axées sur la croissance

À plusieurs égards, l'essor des petites entreprises et du travail autonome, particulièrement des propriétaires exploitants, est une des grandes réussites du développement de l'économie canadienne depuis une dizaine d'années. Le Canada a su créer les conditions nécessaires pour élever la liberté économique à des niveaux impressionnants en permettant à des individus de choisir la voie de la création de leur propre entreprise. Plusieurs grandes enquêtes internationales saluent la manière dont la politique publique et le financement privé ont encouragé la multiplication des entrepreneurs au Canada.

De grandes forces à l'œuvre laissent croire que cette tendance en faveur de la création de petites entreprises se poursuivra pendant au moins encore le reste de cette décennie. D'ailleurs, ensemble, ces forces s'intensifieront vraisemblablement. Mais le défi reste d'encourager plus de petites et moyennes entreprises (PME) du pays à devenir des sociétés à forte croissance qui ont le plus de chances de contribuer à l'amélioration du niveau de vie, ce que le Canada n'a pas très bien réussi à faire.

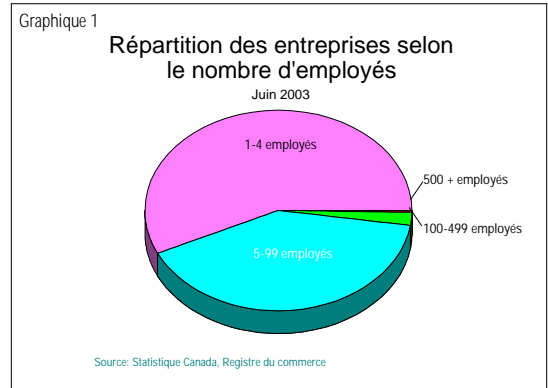
### L'importance des PME dans l'économie du Canada

Mais quelle est l'importance réelle du rôle des PME dans l'économie du Canada ? Dans cette étude, on entend par PME les entreprises de moins de 500 employés, les petites entreprises étant celles de moins de 100, et les moyennes, celles de 100 à 500.

Les PME s'adjugent la part du lion dans le nombre total d'entreprises ; elles représentent 99,7 % des établissements employeurs au Canada (graphique 1). Leur seul nombre souligne déjà de leur importance pour l'économie du pays, mais ce qui compte le plus, c'est la multitude de personnes employées par des PME. Sur les 10 millions de salariés du secteur privé, près de 65 % travaillent

dans des PME (graphique 2). Et ce chiffre ne comprend pas tous les travailleurs autonomes qui n'apparaissent pas sur des listes de paie, ni ceux des secteurs tels que l'agriculture, la chasse, le piégeage et les services ménagers privés.

Il existe aussi de grandes différences entre le Canada et les États-Unis. Comme le graphique 3 l'illustre, on compte au Canada beaucoup plus de propriétaires exploitants qui emploient de une à quatre personnes qu'aux États-Unis, et le Canada a aussi beaucoup moins de grandes entreprises de plus de 500 salariés.



#### Derek Holt

Économiste en chef adjoint  
(416) 974-6192  
derek.holt@rbc.com

#### Ivana Rupcic

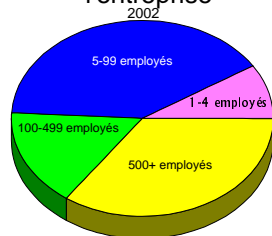
Économiste  
(416) 974-6525  
ivana.rupcic@rbc.com

Disponible sur Internet :  
[www.rbc.com/economie](http://www.rbc.com/economie)

Enfin, on peut mesurer la place des PME par leur contribution au produit intérieur brut, le principal indicateur de la performance économique qui totalise la valeur des biens et des services produits par une nation pendant une année. Comme il n'existe pas de statistiques du PIB par taille d'entreprise, on ne peut s'en remettre qu'à des estimations, mais celles-ci aussi indiquent que les PME font partie intégrante de l'économie du Canada. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé que les PME ont ajouté quelque 43 % au PIB du secteur privé en 2000. Donc, comme près de la moitié de l'activité économique du Canada est attribuable aux PME, il est temps d'examiner ce que seront leurs grands débouchés et leurs grands défis au cours des prochaines années. La manière dont ceux-ci seront gérés déterminera l'importance des PME pour l'économie du Canada et la croissance globale du niveau de vie.

Graphique 2

### Nombre d'employés selon la taille de l'entreprise

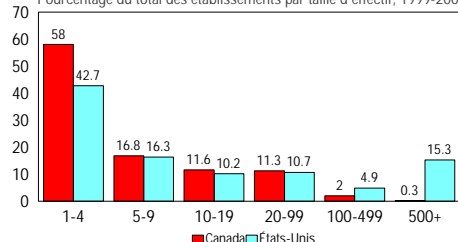


Source: Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH)

Graphique 3

### Le Canada a une plus forte concentration de petites entreprises

Pourcentage du total des établissements par taille d'effectif, 1999-2000

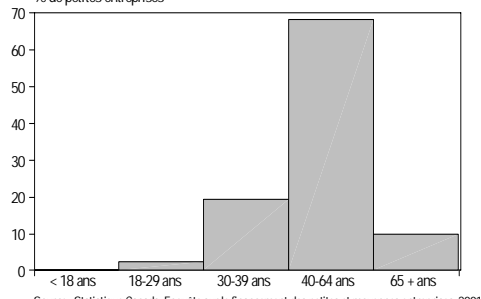


Source: U.S. Bureau of the Census, Statistique Canada

Graphique 4

### Age de la majorité des propriétaires de PME

% de petites entreprises

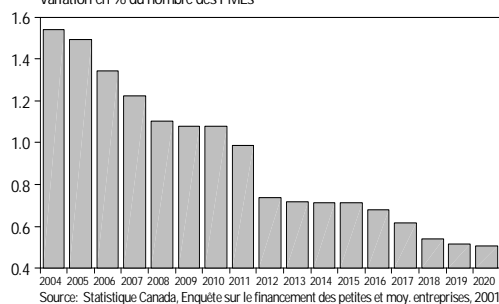


Source: Statistique Canada, Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2001

Graphique 5

### Prévision du nombre de PME selon la croissance de la population

Variation en % du nombre des PME



Source: Statistique Canada, Enquête sur le financement des petites et moy. entreprises, 2001

## Facteurs de croissance dans le nombre de PME

Pour beaucoup d'observateurs, ces indicateurs de l'importance des PME continueront probablement de monter et ouvrent de nouveaux horizons aux travailleurs autonomes. Au moins cinq facteurs devraient stimuler une accélération de la création de petites entreprises au Canada pendant le reste de la décennie.

### Facteur 1 : Démographie

La démographie est le premier. Certes, bien des prévisions fondées sur la démographie – marchés immobiliers, emprunts des ménages, rythme de l'épargne et d'autres domaines – étaient spectaculairement fausses au cours de la seule dernière décennie. Mais l'évolution démographique a plus de chances d'avoir des influences micro-économiques très précises. Dans le contexte actuel, à mesure que la population du Canada vieillit, davantage de personnes parviendront à un âge où il est plus probable qu'elles possèdent une entreprise. Cela devrait se traduire par une augmentation des PME. Le gros des propriétaires de PME appartiennent à la catégorie de 40-64 ans (graphique 4). Cette tranche d'âge va gonfler au cours du reste de cette décennie avec le vieillissement de la génération du baby boom au-delà de sa fourchette de la fin de la trentaine à la fin de la cinquantaine. Après cette période, c'est l'inverse qui sera vrai, les personnes plus âgées se distançant graduellement de la propriété d'une société. Le graphique 5 résume le tout en conjuguant les prévisions de croissance moyennes de Statistique Canada du nombre de personnes de chaque tranche d'âge et les taux de propriété basés sur l'âge du graphique 4. Le résultat est que les seuls changements de la répartition de la population par catégories d'âge devraient contribuer à des pointes de création de petites entreprises maintenant suivies d'une forte baisse à l'aube de la prochaine décennie. C'est une première leçon importante qui indique que la préoccupation de la prochaine décennie pourrait bien être la planification de la relève et les stratégies de sortie, qui comprennent des rapprochements d'entreprises.

### Facteur 2 : Des entrepreneurs plus jeunes, bardés de plus de diplômes

Ensuite viennent les tendances de l'éducation. Les nouveaux entrepreneurs sont plus jeunes et plus nombreux à détenir des diplômes universitaires et supérieurs. Cela réduira la domination des entrepreneurs traditionnels plus âgés qui n'avaient que des études secondaires (graphique 6), dont beaucoup sont concentrés dans les métiers spécialisés. Cela laisse penser que les nouvelles entreprises émergeront dans

des secteurs plus variés. C'est déjà le cas dans les domaines technoscientifiques et les services professionnels où la croissance a été considérable ces dernières années et dont les propriétaires sont principalement issus de l'université.

### Facteur 3 : La participation des femmes

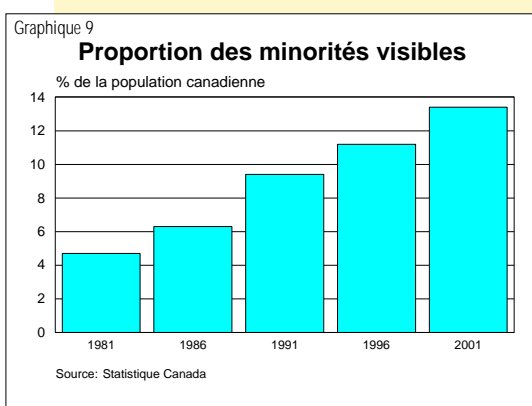
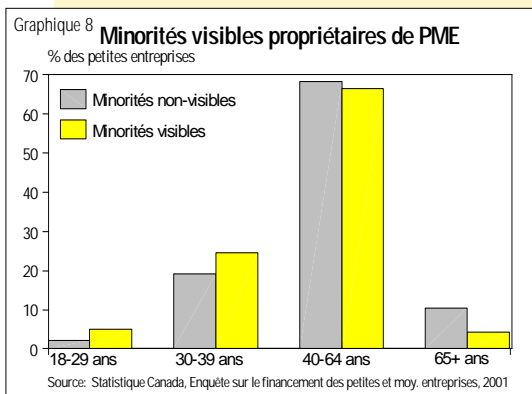
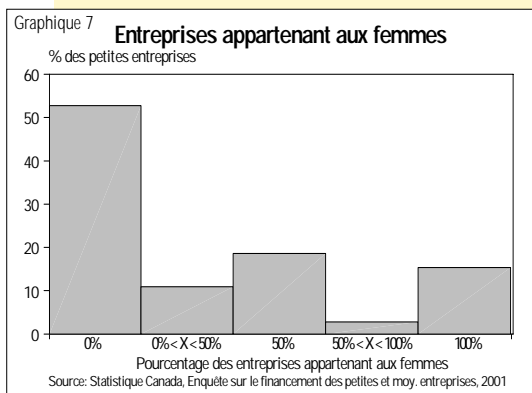
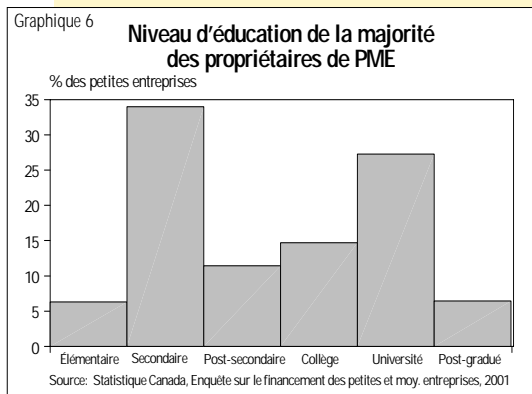
Le nombre d'établissements qui appartient à des femmes augmente plus vite que l'ensemble des nouvelles entreprises. Depuis le décollage du taux d'activité des femmes dans les années 1960 et 1970, une génération entière de femmes ont acquis une expérience immense et précieuse des affaires qui encourage beaucoup d'entre elles à s'établir à leur compte au moment charnière de leur vie indiqué plus tôt dans le graphique 4. Comme le graphique 7 le montre, une petite majorité d'entreprises ne comptent aucune femme parmi leurs propriétaires. Mais environ 40 % des petites entreprises du Canada appartiennent maintenant au moins pour moitié à des femmes. Près d'une entreprise sur cinq appartient majoritairement à des femmes.

### Facteur 4 : Minorités visibles

Le quatrième facteur est lié à la croissance des minorités visibles qui traduit un glissement des tendances de l'immigration de l'Europe vers l'Asie depuis un quart de siècle. Les membres des minorités visibles sont au moins aussi intéressés à se faire entrepreneurs, et c'est plus vrai encore parmi les plus jeunes (graphique 8). De plus, ce taux de formation de PME doit être appliqué à la forte croissance de la population dans ces minorités, particulièrement aux tranches d'âge les plus jeunes (graphique 9). On s'attend à ce que les minorités visibles continuent d'augmenter rapidement en pourcentage de la population, à la fois par l'immigration et par la croissance des générations successives. Le Canada doit déjà beaucoup à l'esprit d'entreprise des membres des minorités visibles, nés ici ou ailleurs. C'est particulièrement important pour les perspectives à plus long terme des PME, puisque le ralentissement futur de la croissance démographique présenterait autrement un obstacle à l'avènement de nouveaux entrepreneurs.

### Facteur 5 : Une réglementation plus stimulante

Enfin, les initiatives de réglementation sont aussi un facteur important. L'existence d'une réglementation plus souple et plus stimulante est une des principales raisons de l'augmentation du nombre et de la variété de nouveaux entrepreneurs. Ces dernières années, le fardeau administratif imposé aux PME a été rationalisé, la fréquence des formalités à remplir a été réduite, Revenu Canada a simplifié les règles fiscales et les coûts du démarrage d'une nouvelle entreprise ont été allégés. Toutes ces initiatives ont facilité l'accès à la propriété d'une entreprise et ont fait du Canada un des pays au monde où il est le plus facile de créer une société. Selon le rapport 2005 Doing Business de la Banque mondiale, le Canada se classe au huitième rang par la facilité de commerce. Les pays ont été classés selon divers critères, dont l'économie, la facilité de démarrage d'une entreprise, la facilité de faire enregistrer la propriété, le degré de rigidité de la législation du travail, l'efficacité de l'application des contrats, la facilité d'obtenir du crédit et le coût de la liquidation d'une entreprise. Pour le seul critère de démarrage d'une entreprise, le tableau 10 révèle que le Canada est un des deux pays sur 145 qui ont le plus petit nombre de formalités réglementaires à remplir pour lancer une nouvelle entreprise; il suffit de deux jours au Canada, alors que la moyenne des autres économies de l'OCDE à revenu élevé est de 6 et que la moyenne générale est voisine de 10.



L'administration publique apporte aussi d'autres formes de soutien aux PME depuis quelques années. Diverses initiatives, y compris de nouvelles subventions, des prêts à faible taux d'intérêt, des remboursements d'impôts et des produits d'assurance ont été offertes, en même temps qu'une variété de crédits d'impôts pour la recherche scientifique, le développement expérimental et d'autres activités de R-D. De plus, il existe de nombreux organismes gouvernementaux qui ont pour vocation d'aider les PME, dont les Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC), qui offrent un accès facile aux renseignements sur les programmes et les services publics ainsi que sur la réglementation entre tous les paliers de gouvernement ; la Banque de développement du Canada (BDC), qui offre divers produits financiers et services-conseils, particulièrement pour les industries du savoir et d'exportation ; et le Programme de financement des petites entreprises du Canada (PFPEC), qui aide les PME à obtenir des prêts d'amélioration et des prêts pour financer du matériel. Pour assouplir encore le cadre réglementaire, l'Agence du revenu du Canada (ARC) continue de travailler sur la simplification des déclarations de revenu, et les gouvernements fédéral et provinciaux ont pris des mesures positives pour mieux intégrer les systèmes fiscaux entre les deux paliers de gouvernement en harmonisant la TPS et les taxes de vente afin de réduire les obligations des PME qui doivent produire des rapports. Certaines provinces ont déjà fait la transition, mais la plupart en sont encore aux négociations.

Graphique 10

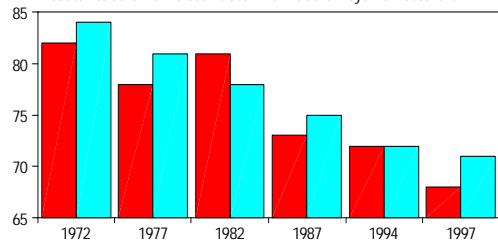
### Démarrer une entreprise

	Canada	Moyenne de l'OCDE	Moyenne Totale
Nombre de procédures	2	6	10
Durée (en jours)	3	25	50
Coûts (en % du PIB par capita)	1.0	8.0	78.2
Capital minimum (en % du PIB par capita)	0.0	44.1	177.2

Nota: PIB signifie Produit Intérieur Brut  
Source: Doing Business in 2005, The World Bank Group

Graphique 11 Productivité des petites entreprises

Productivité de la main-d'oeuvre des PE en % de la moyenne industrielle



Source: "The trend to smaller producers in manufacturing in Canada and the U.S.," Baldwin, Jarmin, and Tang

En plus de ce soutien spécifique, les gouvernements ont aussi immensément amélioré le cadre de la politique publique pour les entreprises depuis dix ans. Le Canada se caractérise maintenant par des taux d'inflation faibles et stables, un commerce plus libre, des finances publiques généralement saines, des mesures d'incitation fiscales considérables pour les investissements dans la productivité et un cadre macro-économique sain. Les gouvernements ont encore beaucoup à faire pour assurer des sources d'énergie stables et améliorer l'infrastructure, par exemple, mais les entreprises ont obtenu d'eux à peu près tout ce qu'elles demandaient depuis une ou deux décennies.

Sur fond de ces cinq grands facteurs, les conditions semblent propices à la création de PME. Il reste toutefois des défis considérables à relever qui sont trop souvent omis ou ignorés d'une manière qui trompe sur leur importance. Malgré ces cinq facteurs, les obstacles sur la route des PME qui freinent leur croissance potentielle en nombre sont de taille. Mais leur multiplication ne va pas nécessairement de pair avec la croissance de l'économie, la richesse nationale et les niveaux de vie.

## Les principaux défis des PME canadiennes

Deux grands obstacles se dressent sur la route des PME canadiennes : la faible productivité et la probabilité de difficultés futures plus grandes à trouver de la main-d'oeuvre.

### Défi 1 : Faible productivité

Les PME au Canada et aux États-Unis ont tendance à afficher une productivité nettement inférieure à celle des grandes entreprises (graphique 11). On se rappellera cependant que la proportion des PME est beaucoup plus grande au Canada qu'aux États-Unis (graphique 3). Par conséquent, les difficultés pourtant identiques dans les

deux pays pèsent plus lourd au Canada, comme l'ont démontré deux autres documents [RBC, MEC, FCEI, 2002]. En outre, une étude récente de longue durée par Statistique Canada [Baldwin et Chowhan, 2003, cf. fin du document] fait remarquer que dans le cas du Canada :

« La proportion croissante de travailleurs autonomes dans l'économie et la plus faible croissance de leur revenu net ont eu un effet à la baisse sur la croissance de la productivité du travail dans le secteur agrégé des entreprises durant la décennie. »

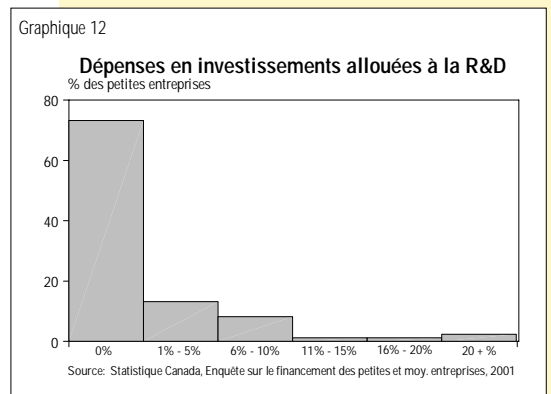
Et, après une comparaison détaillée de la croissance du travail autonome au Canada et aux États-Unis, la même étude souligne que :

« Durant la décennie, le travail autonome a fait augmenter de 4,1 % la productivité du secteur des entreprises aux États-Unis tandis qu'au Canada, il a fait baisser de 2,9 % la production nominale par heure travaillée. Lorsque nous déflavons les mesures de la production nominale et calculons la différence entre les taux de croissance cumulatifs, l'écart de croissance de la productivité du travail entre les États-Unis et le Canada se trouve presque éliminé. »

Il ressort donc de cette étude que la moins bonne performance du marché du travail autonome au Canada par rapport à celui des États-Unis explique en bonne partie pourquoi la productivité du Canada croît relativement moins vite. Cette comparaison Canada/États-Unis est importante car les incitations à la création de petites entreprises sont similaires dans les deux pays, marqués par des changements démographiques—sexe, éducation, origine ethnique—et réglementaires comparables et par des influences semblables concernant les possibilités générales d'emploi dans de grandes entreprises. Néanmoins, les PME américaines ont su dégager une croissance plus rapide du taux de productivité que leurs homologues canadiennes.

Il serait ridicule de prétendre que les petites entreprises pèsent intrinsèquement sur l'économie puisque le travail autonome a été un grand atout pour la croissance de la productivité aux États-Unis mais pas au Canada. Certes, beaucoup de petites entreprises canadiennes sont véritablement à la fine pointe dans leur domaine. De plus, la croissance des petites entreprises au Canada a ouvert la porte à de nombreux emplois qui n'auraient peut-être pas existé autrement. Cependant, il n'en reste pas moins qu'il y a une ombre au tableau puisque les preuves ne manquent pas pour attester que le Canada a beaucoup de chemin à faire pour accroître la productivité des petites entreprises en général. S'il n'y parvient pas, l'économie en souffrira à long terme, car il est démontré que la croissance de la productivité est un des principaux moteurs de la croissance du niveau de vie à long terme.

Bien sûr, améliorer leur productivité peut être plus difficile pour les PME que pour les sociétés plus grandes, qui disposent de plus de ressources financières et humaines et ont plus de savoir-faire. Mais les PME devront surmonter cette difficulté si elles veulent rester concurrentielles avec des sociétés canadiennes plus grosses et survivre à la concurrence étrangère. Pour améliorer leur productivité actuelle, les PME canadiennes devront se concentrer sur trois grands domaines.



## Investissements en recherche et développement

Les activités de recherche et de développement sont une manière d'accroître la productivité. En pourcentage des dépenses d'investissement totales d'une année moyenne, la grande majorité des entreprises n'affectent aucune part à la R-D. Celles qui le font ont tendance à être concentrées dans des secteurs spécifiques, comme les industries du savoir (graphique 12). Qui plus est, les PME dépensent aussi moins que les grandes sociétés pour la formation, la collaboration, les droits d'auteur et les brevets.

## Investissements dans les capacités productives

Les investissements en général, notamment en machines, matériel et logiciels augmentant la productivité, sont aussi un grand handicap pour la productivité des PME. Il est d'autant plus difficile pour les PME d'investir dans ces outils qu'elles ont, toutes

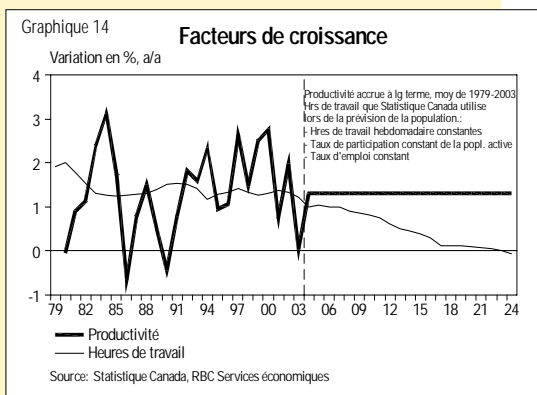
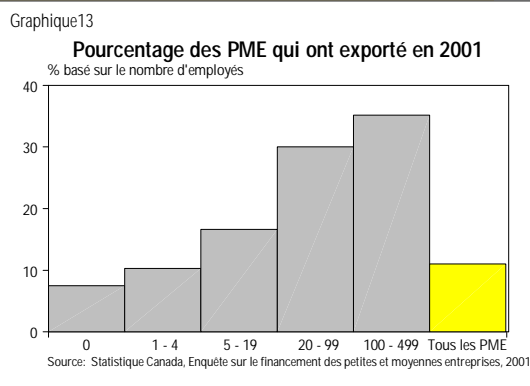
proportions gardées, moins de capital et des possibilités d'économies d'échelle limitées, des résultats plus instables et moins de personnel pour contribuer au processus. Cela les désavantage par rapport à leurs grandes sœurs canadiennes, et cette disparité s'accroît probablement encore au cours des prochaines années avec la montée du dollar canadien. La vaste majorité des machines et du matériel sont importés des États-Unis ; par conséquent, les quelque 25 % de hausse du dollar depuis le creux du début de 2002 ont diminué le coût des investissements pour les entreprises canadiennes, ce qui les rend plus intéressantes dans une économie qui investit notablement moins que les sociétés américaines. Cependant, comme les grandes entreprises sont mieux placées pour profiter de l'aubaine, il est possible qu'elles réussissent à accroître leur productivité par rapport aux PME, ce qui les avantagerait encore plus. La devise moins forte d'il y a quelques années était plus propice aux PME qu'aux grandes entreprises puisque l'importation de biens d'équipement devenait prohibitive pour beaucoup d'entreprises et faussait le jeu en faveur de celles plus petites, qui misaient plus sur la main-d'œuvre. Il est donc impératif que les PME ne ratent pas l'occasion d'améliorer leur productivité, puisqu'elle est essentielle pour rivaliser avec des entreprises canadiennes plus grandes, sans même parler des concurrents américains.

## Exportations

La montée du dollar canadien augmente aussi les difficultés des PME qui exportent leurs produits aux États-Unis. Comme elles sont déjà peu nombreuses (graphique 13) et qu'il est prouvé que les entreprises exportatrices ont plus tendance à augmenter leur productivité [Baldwin, et Gu, 2003], cela pourrait expliquer une partie du handicap de productivité des PME. Avec des prix canadiens à la hausse, les entreprises d'ici auront d'autant plus de mal à vendre sur le marché international. De plus, les prix ne sont pas les seules entraves à l'exportation ; les lois sur le contrôle aux frontières deviennent aussi de plus en plus strictes. Dans l'environnement de sécurité accrue et d'exigences douanières rigoureuses, les coûts, la complexité et les incertitudes du passage des frontières ont fortement augmenté. Pour les PME, cela devient particulièrement difficile puisqu'elles sont moins équipées et financièrement moins en mesure de faire face à la multitude de nouvelles exigences que les grandes entreprises, et ont moins de chances d'absorber efficacement cette hausse des coûts.

## Défi 2 : Croissance plus lente de la main-d'œuvre

Jusque-là, les PME pouvaient compter sur une croissance relativement rapide de la main-d'œuvre pour combler les besoins d'une exploitation travailistique tout en

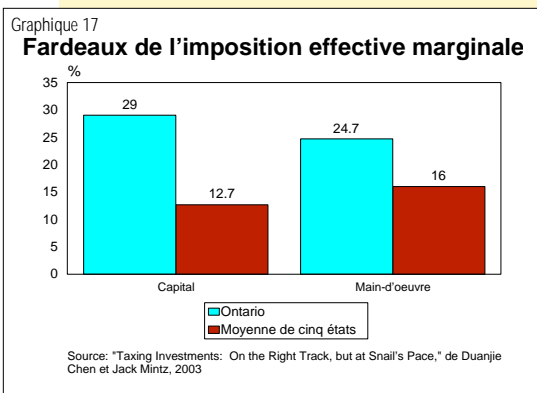
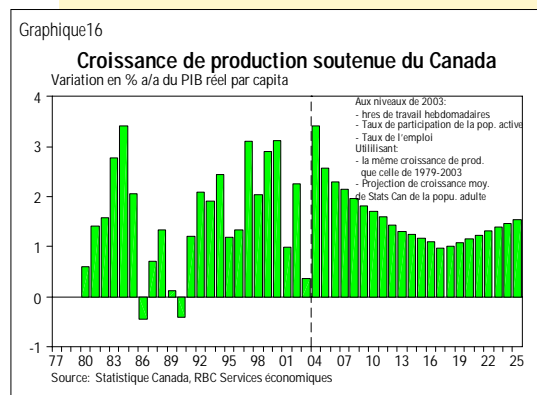
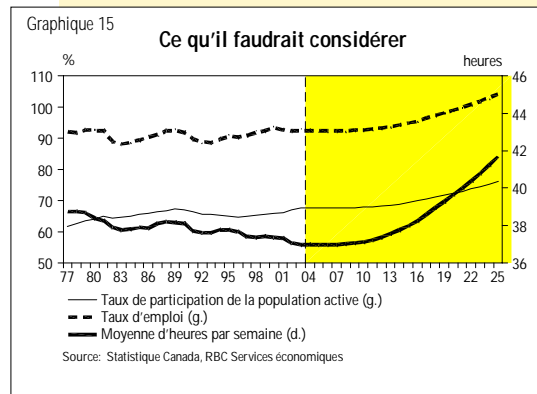


conservant une productivité relativement faible. Aujourd'hui, on parle beaucoup du manque présumé de main-d'œuvre dans l'économie canadienne une fois que les baby boomers prendront de l'âge. Nous ne souscrivons pas à cette vue, mais il sera effectivement plus difficile de trouver des collaborateurs de talent.

La question est de savoir ce qu'il adviendra du nombre total d'heures d'emploi qui pourront fournir les travailleurs canadiens par année à l'avenir. Cela dépend des prévisions de durée moyenne de la semaine de travail, de la fraction de la population adulte qui veut un emploi, de la fraction des gens qui cherchent un emploi et qui en trouvent un et du nombre total d'adultes en âge de travailler, de la fin de l'adolescence à la fin de la soixantaine.

On peut aborder la question sur ce qui se passera à mesure que les baby boomers approcheront de la retraite en utilisant les prévisions de croissance moyennes de Statistique Canada du nombre total de personnes en âge de travailler jusqu'en 2026. Tout d'abord, maintenons toutes les variables constantes aux niveaux de 2003 à l'avenir et concentrons-nous sur l'impact des prévisions pour la population en âge de travailler. Comme le graphique 14 l'indique, le taux de croissance du nombre total d'heures travaillées basculera vers zéro et deviendra légèrement négatif dans une vingtaine d'années, mais aucune baisse massive ne se profile à l'horizon et il n'est pas nécessaire de parler de retarder l'âge de la retraite, sauf pour ceux qui le veulent. Cependant, alors que depuis un quart de siècle le nombre moyen d'heures travaillées dans l'économie progressait de 1,5 % environ par année, si le taux de croissance de la population en âge de travailler est la seule chose qui change au cours du prochain quart de siècle, nous prévoyons que la croissance des heures travaillées ralentira en moyenne au tiers de ce taux.

Mais, est-il raisonnable de maintenir la durée moyenne de la semaine de travail, le taux d'emploi et le taux d'activité aux niveaux de 2003 ? Probablement pas, puisqu'il se produira des événements cycliques sur cette période. Nous pourrions bien avoir atteint un sommet cyclique pour les taux d'activité et d'emploi. Mais il est aussi possible que les taux d'activité des femmes qui sont encore inférieurs à ceux des hommes continuent de combler une partie de l'écart et fassent encore monter le taux global dans l'ensemble de l'économie. Il reste que l'élément le plus important à prendre en considération est que si des pénuries de main-d'œuvre se produisent, la demande présumément excessive de travailleurs fera monter les salaires et encouragera davantage de personnes en âge de travailler à grossir les rangs de la main-d'œuvre tout en baissant le niveau d'équilibre du taux de chômage. De fait, le graphique 16 illustre comment une variable à la fois devrait changer alors que les autres resteraient constantes au cours des 20 prochaines années pour maintenir une croissance stable de 1 % par année du nombre total d'heures travaillées dans l'économie, ce qui correspondrait grosso modo au passé récent. Il est clair que nous ne pouvons pas nous appuyer seulement sur une hausse du taux d'emploi puisque les résultats pour cette variable n'auraient pas de sens. Cependant, si les Canadiens travaillaient en moyenne environ cinq heures de plus par semaine, ou si environ 10 pour cent de plus de Canadiens s'intégraient dans la main-d'œuvre, éventuellement par l'augmentation du taux d'activité des femmes, l'économie pourrait s'adapter. En toute probabilité, une combinaison d'un léger allongement de la semaine et d'une diminution du chômage ainsi que d'une hausse du taux d'activité serait



nécessaire pour maintenir un taux de croissance des heures travaillées à environ 1 % par année.

Si cela devait se produire, le ralentissement de la croissance des heures travaillées compromettrait-il les niveaux de vie et le cadre économique si nous ne pouvons pas compter sur une croissance de l'offre de main-d'œuvre ? Cela aussi est improbable, puisque même si la croissance annuelle moyenne de la productivité de toute l'économie au cours du prochain quart de siècle ne correspondait qu'au 1,3 % par an du quart de siècle passé alors que les heures travaillées ont augmenté au taux projeté moindre du graphique 14, le PIB réel par habitant pourrait encore croître d'environ 1 – 2 % par an au cours des vingt-cinq prochaines années (graphique 16). Le chiffre est faible quelle que soit l'aune à laquelle on mesure cette réalité, mais il ne représente pas une baisse pure et simple.

Il en ressort toutefois que si les scénarios catastrophe qu'on nous sert parfois sont vraisemblablement exagérés, il ne sera plus aussi facile à l'avenir d'embaucher que cela l'a déjà été. Or comme elles s'appuient beaucoup sur la main-d'œuvre, les PME en seront le plus affectées. L'orientation future sera vraisemblablement une combinaison de rallongement des semaines de travail, d'augmentation des taux d'activité, d'augmentation des taux d'emploi et surtout, une plus grande productivité.

### **Le Canada a besoin de plus d'entreprises axées sur la croissance**

La conclusion générale de cette étude est que loin d'avoir simplement besoin de plus de petites entreprises, le Canada a aussi besoin d'avancer d'un cran en encourageant cette vague de créations de petites entreprises et la forte croissance du travail autonome à être davantage orientées sur la croissance en soulignant la nécessité de gains de productivité plus importants dans les petites entreprises. Pour cela il faudra en partie recourir à des mesures de politiques publiques pour encourager les PME à forte croissance en levant certains obstacles à la croissance pour les petites entreprises comme l'indiquait l'étude [RBC, MEC et FCEI, 2002], aujourd'hui intensifiés par une explosion des impôts non reliés aux bénéfices, trop peu de dépenses d'infrastructure, une part insuffisante de dépenses d'éducation, et des taux très élevés d'imposition tant sur la main-d'œuvre que sur le capital mais particulièrement sur le capital, ce qui décourage les investissements (graphique 17).

Cependant, le monde des affaires canadien doit clairement participer aux solutions en se concentrant davantage sur les questions de productivité. Faire croître tous genres de petites entreprises peut être bon pour le mode de vie à court terme dans lequel beaucoup de gens travaillent à leur propre compte. Mais une nation a besoin d'une croissance des revenus – entraînée par des gains de productivité, des changements technologiques et l'investissement dans le capital humain et matériel – pour hausser son niveau de vie sans parler d'honorer les obligations futures. Nous savons que s'il y a beaucoup de réussites spectaculaires, comme groupe, les micros entreprises ont une faible productivité, n'investissent pas en R-D, sont peu portées à exporter et investissent trop peu dans les biens d'équipement par rapport aux entreprises plus grandes de sorte que beaucoup d'entre elles ont un rendement insuffisant ou se heurtent à des obstacles pour poursuivre leur activité. Nous savons aussi qu'une part beaucoup plus grande de l'industrie et du commerce au Canada est composée de micros entreprises qu'aux États-Unis, de sorte que cela explique en partie pourquoi la productivité et la croissance des revenus au

---

Canada accusent un tel retard sur les États-Unis sans avantages compensatoires apparents puisque notre taux de chômage est aussi régulièrement supérieur à celui des États-Unis malgré la croissance des emplois que représentent les petites entreprises.

Il est cependant important de reconnaître qu'il ne s'agit pas de départager les gagnants des perdants dans l'économie. Cela a été essayé dans le passé et les échecs ont été nombreux. De fait, même ce qu'on appelle des secteurs traditionnels comme la production laitière, l'extraction minière et les grandes cultures ont adopté de nombreuses avancées technologiques qui ont amélioré leur productivité ces dernières années. Le principe général est plutôt que les entreprises, les syndicats, les pouvoirs publics et les institutions financières doivent collaborer plus étroitement pour favoriser une croissance plus rapide de la production et de la productivité dans les petites et moyennes entreprises du Canada. Cela passera nécessairement par une plus grande concentration sur la recherche et le développement, les marchés d'exportation et l'investissement dans les biens de production.

Dans ce contexte, il faut clairement poursuivre les recherches pour déterminer pourquoi les PME des États-Unis parviennent mieux à augmenter leur productivité que les entreprises comparables au Canada malgré des tendances démographiques et économiques générales quasi identiques ces dernières années. En outre, les niveaux de productivité sont plus élevés dans la plupart des secteurs aux États-Unis, donc le problème ne tient pas à la composition sectorielle de l'économie canadienne non plus. Savoir comment les PME canadiennes se comparent à des entreprises de taille équivalente dans d'autres pays permettrait d'en apprendre plus sur les meilleures pratiques internationales d'autres nations.

Donc si la croissance de tous genres de petites entreprises peut créer quelques étoiles parmi celles qui survivent, elle augmente aussi l'ampleur de ces problèmes pour l'ensemble de l'économie et, entre autres, rend plus difficile de financer les obligations futures de retraite et de soins de la santé. Le Canada n'a pas seulement besoin de plus de PME qui éclosent sans encombre, il a aussi besoin de plus d'entreprises axées sur la croissance.

### **Autres suggestions de lecture:**

Baldwin, J. et Wulong Gu "Participation in export markets and productivity performance in Canadian manufacturing," Statistique Canada, 2003, Numéro de catalogue # 11f0027MIE-No.011.

Baldwin, J. et James Chowhan "The impact of self-employment on labour-productivity growth: A Canada and United States comparison," Statistique Canada, 2003, Numéro de catalogue #11f0027MIE - No.016.

"The path to prosperity: Canada's small and medium-sized enterprises," RBC Groupe Financier, Manufacturiers et exporteurs du Canada, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Octobre 2002.